



**RAPPORT ANNUEL
AU PARLEMENT**
*LOI SUR LA PROTECTION
DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS*

N° de cat. : En1-64/2F-PDF
ISSN : 2371-7556

À moins d'avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l'administrateur du droit d'auteur d'Environnement et Changement climatique Canada. Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

Environnement et Changement climatique Canada
Centre de renseignements à la population
7^e étage, édifice Fontaine
200, boulevard Sacré-Cœur
Gatineau (Québec) K1A 0H3
Téléphone : 819-997-2800
Ligne sans frais : 1-800-668-6767 (au Canada seulement)
Courriel : ec.enviroinfo.ec@canada.ca

Photos : © Environnement et Changement climatique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la **ministre de l'Environnement et du Changement climatique**, 2017

Also available in English

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE	1
Renforcement des capacités	2
DÉLÉGATION DES POUVOIRS	3
INTERPRÉTATION DU RAPPORT STATISTIQUE	3
Tendances	3
Corrections	6
Communication en vertu du paragraphe 8(2).....	6
Consultations.....	6
Coûts.....	6
ACTIVITÉS DE FORMATION	6
POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES, PROCÉDURES ET INITIATIVES	7
Cadre de politiques	7
Rapports.....	7
Renseignements accessibles au public et centres d’information.....	7
Service de demande en ligne	8
Activités de transmission de données	8
Fichiers de renseignements personnels inconsultables.....	8
Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée	8
Atteinte substantielle à la vie privée.....	8
PLAINTES, VÉRIFICATIONS, ENQUÊTES ET APPELS	8
Vérifications.....	9
Requêtes et appels à la Cour fédérale ou à la Cour d’appel fédérale	9
ANNEXE A : RAPPORT STATISTIQUE	11
ANNEXE B : ARRÊTÉ SUR LA DÉLÉGATION	18

INTRODUCTION

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C. 1985, ch. P-21) est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1983. Elle régit la cueillette des renseignements personnels par le gouvernement fédéral, restreint l'utilisation et la communication de ces renseignements et confère aux individus le droit d'examiner et de corriger les renseignements qui les concernent. L'article 72 de la Loi exige que le responsable de chaque institution fédérale présente au Parlement un rapport sur l'administration de la Loi au sein de son institution au cours de l'exercice financier.

Ce rapport est présenté conformément à l'article 72 de la Loi. Il donne un aperçu des activités menées par Environnement et Changements climatique Canada en matière de protection des renseignements personnels au cours de la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017. De plus, comme l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions n'était pas en activité durant cette période de référence, aucun rapport ne sera préparé pour cette période.

Le ministère de l'Environnement a été constitué le 10 juin 1971 par la *Loi sur l'organisation du gouvernement* (S.C. 1970-71-72, ch. 42). Plusieurs lois et règlements définissent le mandat du Ministère et lui permettent de mener à bien ses programmes. En vertu de la *Loi sur le ministère de l'Environnement*, les pouvoirs, les obligations et les fonctions du ministre de l'Environnement portent sur les questions qui touchent :

- le maintien et l'amélioration de la qualité de l'environnement naturel, y compris la qualité de l'eau, de l'air et des sols;
- les ressources renouvelables, y compris les oiseaux migrateurs, la faune et la flore;
- l'eau;
- la météorologie;
- l'application des règles ou règlements de la Commission mixte internationale sur les eaux frontalières;
- la coordination des politiques et des programmes du gouvernement du Canada visant à conserver et à améliorer la qualité de l'environnement naturel.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

La directrice de la Division de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) agit comme Coordonnatrice de l'AIPRP à Environnement et Changements climatique Canada et elle détient des pouvoirs délégués pour toutes les questions touchant l'AIPRP. La Division de l'AIPRP, qui fait partie du Secrétariat ministériel, est l'organe de coordination central pour toutes les demandes reçues par Environnement et Changements climatique Canada aux termes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur l'accès à l'information*.

La Division de l'AIPRP dirige toutes les activités du Ministère liées à l'administration, à l'application et à la promotion de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Elle conseille la haute direction au sujet de la mise en œuvre de ces lois et elle rédige des rapports destinés au Parlement, au Secrétariat du Conseil du Trésor et à la haute direction. La Division de l'AIPRP représente le Ministère relativement aux plaintes portées auprès du Commissaire à

l'information du Canada et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, aux enquêtes menées par ces commissaires et à toute demande d'un tribunal fédéral en matière d'AIPRP.

Au 31 mars 2017, la Division de l'AIPRP comprenait 18 agents. La Division est organisée en deux équipes, chacune étant dirigée par un gestionnaire qui relève de la directrice de l'AIPRP. L'équipe de la Division de l'AIPRP est composée de cinq conseillers principaux, de trois analystes, de quatre analystes subalternes, d'un agent chargé de la réception des demandes et de deux adjoints administratifs. Afin de composer avec l'augmentation du volume et de la complexité des demandes, la Division a également fait appel à deux consultants à temps plein pendant la période de référence.

Renforcement des capacités

Environnement et Changements climatique Canada demeure déterminé à recruter, à former et à maintenir un effectif qui possède des compétences spécialisées et qui pourra continuer à fournir le meilleur service possible, tant aux clients internes qu'aux clients externes.

Pendant la période de référence, Environnement et Changement climatique Canada a entrepris plusieurs mesures en dotation pour combler de nouveaux postes qui ont été créés en 2014-2015. À la suite de ces processus de dotation, deux nouveaux conseillers principaux au niveau PM-04 se sont joints à notre équipe. Une nouvelle vague d'admission au Programme de perfectionnement professionnel dans le domaine de l'AIPRP a permis à la Division de recruter un nouvel analyste et quatre nouveaux analystes subalternes. Deux analystes subalternes ont également été promus au niveau PM-02 et ont été intégrés au Programme de perfectionnement professionnel en AIPRP. En outre, deux analystes ont été promus au niveau PM-04 en tant que conseillers principaux.

Malheureusement, un processus de sélection visant à doter trois postes de chef d'équipe n'a pas été productif. Un nouveau processus de sélection a donc été lancé en mars 2017 pour doter ces postes clés. La Division cherchera également à attirer de nouveaux conseillers principaux au niveau PM-04 pour relever le défi lié à la charge de travail et associé au volume et à la complexité accrues des demandes reçues au cours des deux dernières années.

Environnement et Changement climatique Canada continue également de mettre l'accent sur le développement des capacités grâce à son Programme de perfectionnement professionnel dans le domaine de l'AIPRP. Le programme vise à former des employés sur une période de trois à cinq ans par une combinaison de formation axée sur les compétences, de perfectionnement professionnel et d'affectations. Les candidats sont admis au niveau PM-01 ou PM-02 et ils obtiennent par la suite le titre de conseillers principaux en AIPRP au niveau PM-04. Le Programme de perfectionnement professionnel permet à la Division de l'AIPRP de mieux gérer la hausse de la charge de travail et facilite la planification de la relève grâce au transfert de la mémoire institutionnelle. Le Programme encourage également le personnel à demeurer au Ministère pendant une plus longue période.

DÉLÉGATION DES POUVOIRS

La responsabilité de la prise de décisions concernant l'application des diverses dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* a été établie officiellement et est décrite dans l'instrument de délégation des pouvoirs du Ministère. L'actuel arrêté sur la délégation a été approuvé par l'honorable Catherine McKenna, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, en janvier 2017. Une copie de l'arrêté concernant la délégation relative à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* figure à l'annexe B du présent rapport.

Cet arrêté sur la délégation mis à jour fournit les pleins pouvoirs délégués en vertu des lois au sous-ministre, à la sous-ministre déléguée, à la directrice générale du Secrétariat ministériel et à la directrice de la Division de l'AIPRP.

INTERPRÉTATION DU RAPPORT STATISTIQUE

Le rapport statistique d'Environnement et Changements climatique Canada concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* figure à l'annexe A du présent rapport.

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 31 mars 2017, Environnement et Changements climatique Canada a reçu 55 demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. De plus, dix (10) demandes avaient été reportées de la période de référence 2015–2016, de sorte qu'il y avait 65 demandes actives. Cinq (5) demandes ont été rapportées à la prochaine période.

Tendances

En 2016-2017, Environnement et Changements climatique Canada a reçu 21 demandes de moins en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* qu'au cours de la période de référence précédente, ce qui représente une diminution de 28% des demandes reçues.

Environnement et Changement climatique continue de remarquer que selon la tendance, les demandes de protection des renseignements personnels reçues cette année étaient en grande partie liées à des dossiers actifs en matière de relations de travail. Dans certains cas, il semble que les demandes sont présentées pour s'ajouter aux processus et aux mécanismes de recours en place.

La figure 1 illustre le nombre de demandes **reçues** par Environnement Canada en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* de 2011–2012 à 2016–2017.

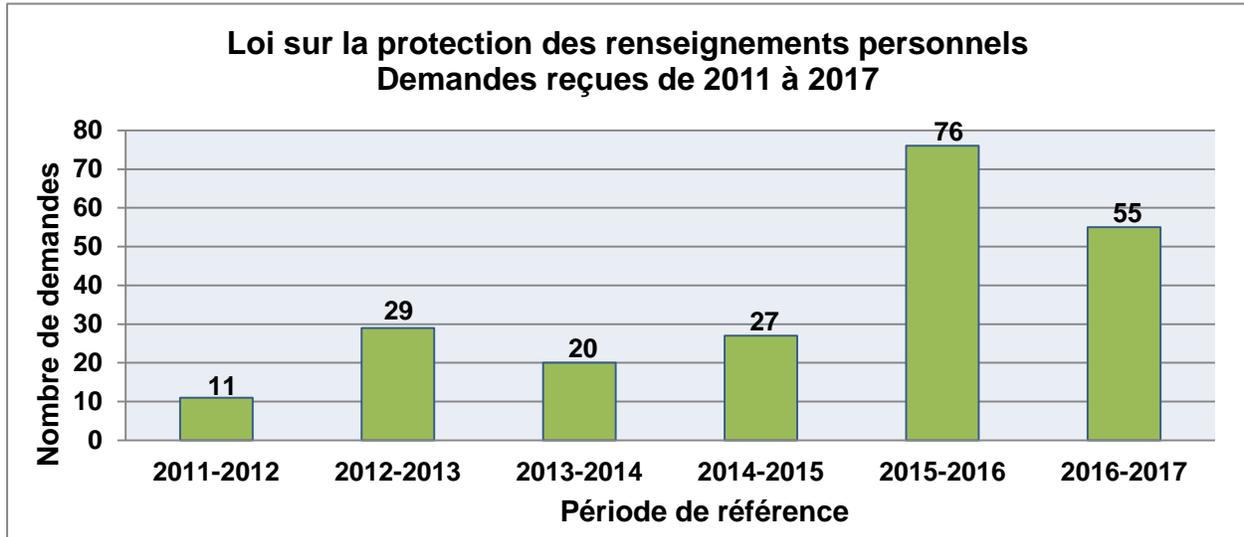


Figure 1

En 2016-2017, Environnement et Changement climatique Canada a répondu à 60 demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. La figure 2 illustre le nombre de demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* qui ont été **achevées** par Environnement Canada de 2011–2012 à 2016–2017.

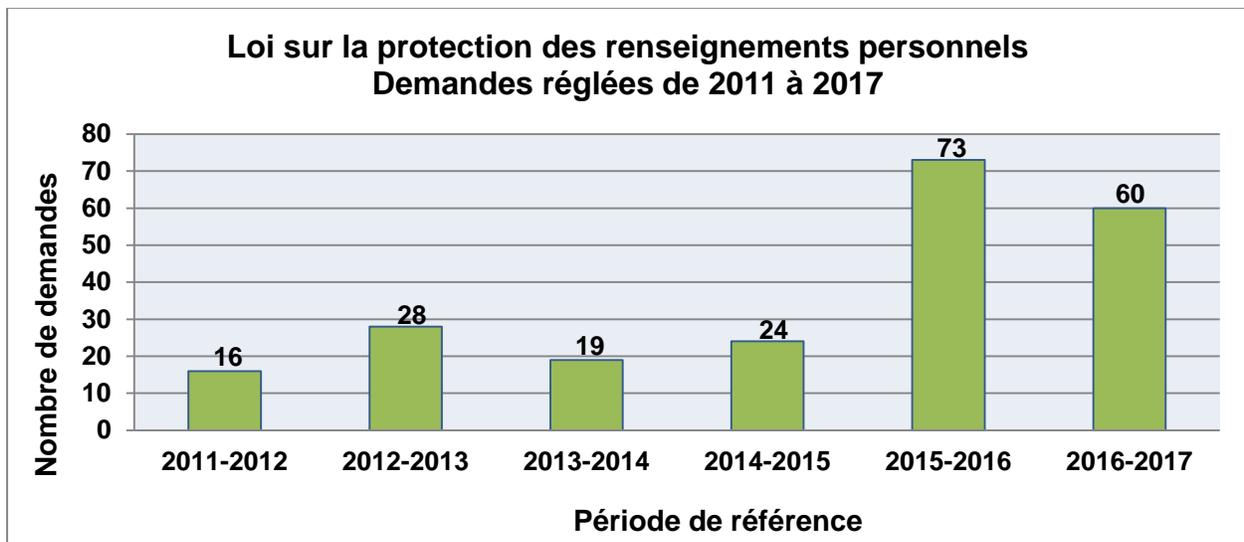


Figure 2

La figure 3 illustre le nombre de pages **traitées** par la Division de l'AIPRP pour compléter les demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* de 2011–2012 à 2016–2017.

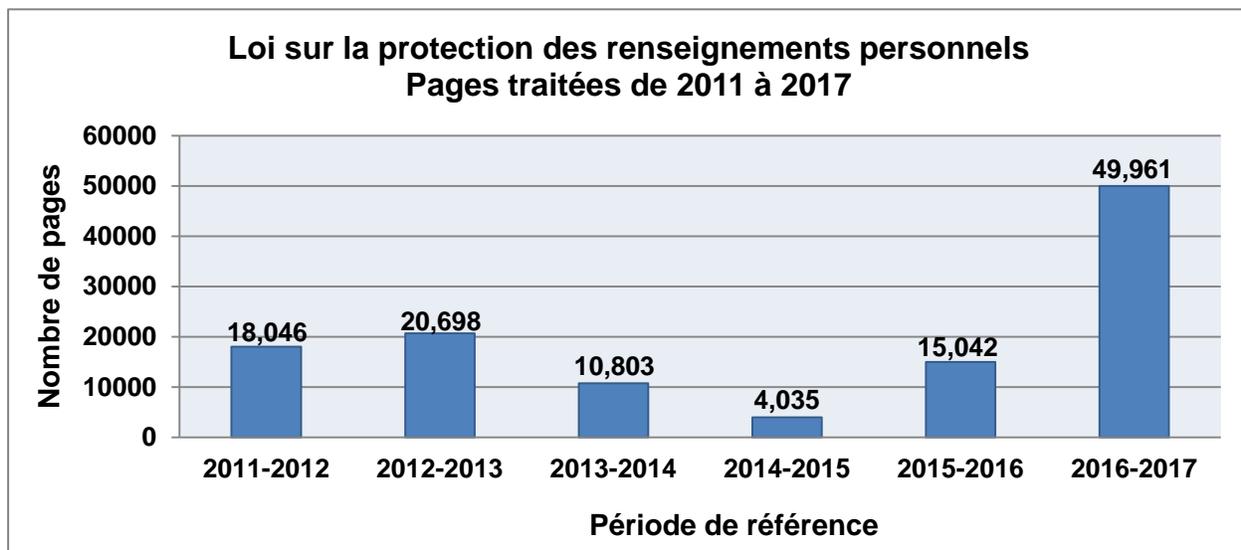


Figure 3

Bien qu'un nombre inférieur de demandes aient été exécutées pendant la période de référence 2016–2017, 49 961 pages de dossiers ont été extraites et examinées en réponse à des demandes de protection des renseignements personnels, ce qui représente une augmentation considérable de 232 % par rapport à l'exercice 2015–2016. Cette augmentation est en grande partie attribuable à une demande importante qui a été complétée pendant l'exercice en cours. Ainsi, le nombre de pages traitées pendant cet exercice représente une anomalie.

La figure 4 illustre le nombre de pages **communiquées** par la Division de l'AIPRP qui étaient liées au traitement des demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* de 2011–2012 à 2016–2017.

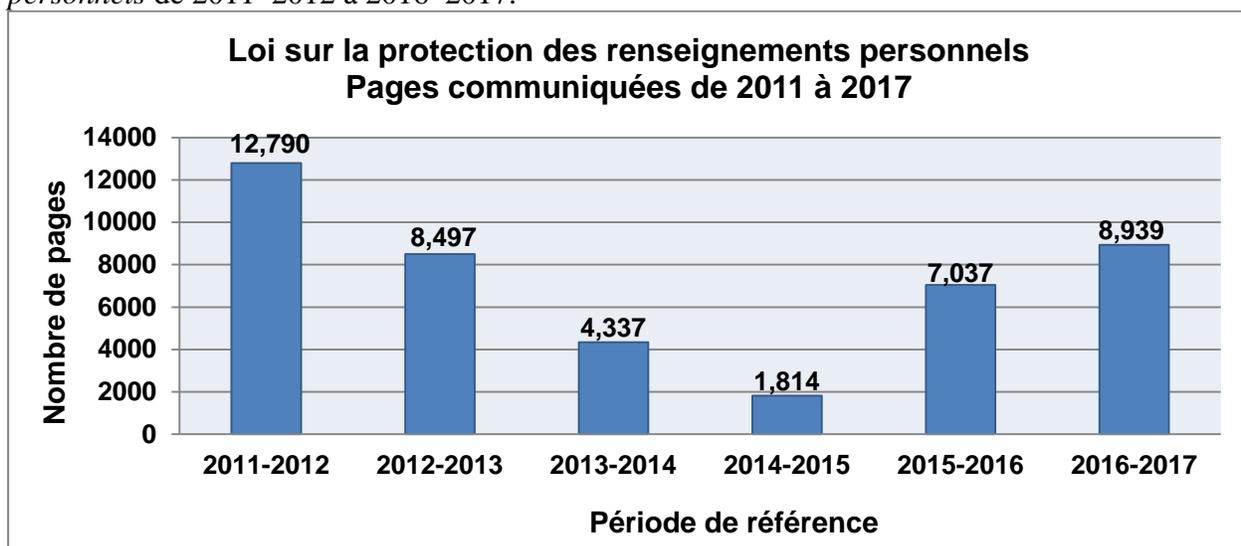


Figure 4

Corrections

L'alinéa 12(2)a) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* confère à tout individu le droit de demander la correction des renseignements personnels le concernant qui sont détenus par le gouvernement fédéral.

Il n'y a pas eu de corrections demandées ou effectuées durant la période de référence 2016–2017.

Communication en vertu du paragraphe 8(2)

Les alinéas 8(2)e), f), g) et m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* autorisent la communication de renseignements personnels à divers organismes d'enquête ou de réglementation, ou à des parlementaires fédéraux, ou la communication de tels renseignements pour des raisons d'intérêt public.

Il n'y a eu aucune communication en vertu du paragraphe 8(2) de la Loi, y compris en vertu de l'alinéa 8(2)(m), au cours de la période de référence 2016–2017.

Consultations

En 2016–2017, Environnement et Changement climatique Canada a reçu douze (12) demandes de consultation en matière de protection des renseignements personnels provenant d'autres institutions du gouvernement et aucune provenant d'autres organismes. Onze (11) demandes ont été traitées pendant la période de référence. Le traitement d'une (1) demande a été reporté à la période de référence suivante.

Coûts

En 2016–2017, les coûts de l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ont été de 196 360 \$, soit 128 360 \$ pour les salaires et 68 000 \$ pour les biens et services.

ACTIVITÉS DE FORMATION

La Division de l'AIPRP conseille quotidiennement les fonctionnaires du Ministère sur le traitement des demandes d'AIPRP ainsi que sur l'interprétation des lois afin de veiller au traitement efficace et uniforme de toutes les demandes reçues par le Ministère.

La Division de l'AIPRP a poursuivi ses activités formelles de formation et de perfectionnement pendant la période de référence 2016–2017. Vingt et une (21) séances d'information et de formation ont eu lieu, auxquelles 278 employés d'Environnement Canada ont assisté. Ces séances comprenaient un aperçu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ainsi qu'une description des procédures internes et des délais à respecter pour répondre aux demandes. Les activités d'information et de formation se poursuivront tout au long de la période de référence 2017–2018.

POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES, PROCÉDURES ET RAPPORTS

Cadre de politiques

La politique sur l'accès à l'information d'Environnement Canada a été approuvée en novembre 2012.

Pendant l'exercice 2016-2017, Environnement et Changement climatique Canada a parachevé et publié un document d'orientation ministériel sur la collecte, l'utilisation et la communication du numéro d'assurance sociale. Ce document d'orientation fournit aux employés d'Environnement et Changement climatique Canada des renseignements détaillés sur la protection des numéros d'assurance sociale au sein du Ministère.

Rapports

La Division de l'AIPRP surveille régulièrement les échéances et les tendances associées au traitement des demandes grâce à une communication continue avec les personnes-ressources chargées de la liaison des directions générales et des directions. Il s'agit entre autres de fournir régulièrement des rapports de rendement sur l'état de la récupération de documents de la Direction générale aux bureaux du dirigeant de la Direction générale. Des mises à jour trimestrielles sur l'AIPRP sont fournies au Comité exécutif de gestion d'Environnement et Changement climatique Canada.

Renseignements accessibles au public et centres d'information

Info Source est une série de publications contenant de l'information sur le gouvernement du Canada et sur ses activités de collecte de données. Info Source a pour but d'aider le grand public à accéder à l'information gouvernementale et à exercer les droits que lui confèrent la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi sur l'accès à l'information*.

Chaque année, la Division de l'AIPRP prépare des mises à jour des activités et des fonds de renseignements d'Environnement et Changement climatique Canada et les publie dans Info Source. En 2016–2017, Environnement et Changement climatique Canada a apporté des changements mineurs à son chapitre sur Info Source.

Sur son site Web, Environnement et Changements climatique Canada présente des renseignements exhaustifs sur ses politiques et sa structure organisationnelle ainsi que sur les moyens de communiquer avec ses représentants. En accord avec la politique du gouvernement fédéral sur la divulgation proactive, le site Web du Ministère donne également accès aux évaluations et aux vérifications internes ainsi qu'aux renseignements sur les frais d'accueil, les contrats et les subventions.

Environnement et Changements climatique Canada dispose, sur son site Web, d'une page sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, où sont présentés des renseignements généraux sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Elle contient également une foire aux questions et des liens vers les formulaires de demande d'accès à l'information, les formulaires de demande de renseignements personnels et un résumé des demandes d'accès à l'information traitées.

Pour faciliter l'accès du public à l'information et pour respecter les dispositions de la loi, la

bibliothèque d'Environnement et Changements climatique Canada a été désignée comme salle de lecture publique. La bibliothèque est située au 1^{er} étage de l'annexe de la Place Vincent Massey, au 351, boulevard Saint-Joseph, Gatineau (Québec).

Service de demande en ligne

Environnement et Changement climatique Canada participe au projet pilote du service de demande en ligne du Secrétariat du Conseil du Trésor depuis avril 2014. Cette initiative vise à créer un moyen plus simple et plus pratique pour demander des documents gouvernementaux en permettant aux Canadiens de soumettre leurs demandes d'accès à l'information ou de renseignements personnels, ainsi que les frais connexes, en ligne. Environnement et Changement climatique Canada a reçu 32 demandes de protection des renseignements personnels en ligne pendant la période de référence 2016–2017, ce qui représente 58 % du nombre total de demandes de protection des renseignements personnels reçues par le Ministère.

Activités de transmission de données

En 2016-2017, le Ministère n'a entrepris aucune nouvelle activité de transmission de données, ni à l'interne ni à l'externe.

Fichiers de renseignements personnels inconsultables

Environnement et Changement climatique Canada ne détient pas de fichiers de renseignements personnels inconsultables.

Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Pour s'acquitter de son mandat, Environnement et Changement climatique Canada doit exercer certaines responsabilités qui nécessitent la collecte, l'utilisation et la communication de renseignements personnels. À titre de gardien de ces renseignements, le Ministère utilise les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée, conformément à la politique du Conseil du Trésor, pour gérer les risques. Même si Environnement et Changement climatique Canada n'a pas effectué d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée pendant la période de référence, la Division de l'AIPRP fournit régulièrement des conseils aux employés en matière de protection des renseignements personnels.

Atteinte substantielle à la vie privée

Il n'y a aucune atteinte substantielle à la vie privée pendant l'exercice financier 2016-2017.

PLAINTES, VÉRIFICATIONS, ENQUÊTES ET APPELS

Les demandeurs ont le droit de déposer une plainte auprès du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada pour toute question liée au traitement d'une demande.

Au cours de la période de référence 2016-2017, six (6) plaintes ont été déposées contre Environnement et Changement climatique Canada auprès du Commissariat à la protection de la vie privée. Cinq (5) de ces plaintes concernaient les délais de traitement et une (1) concernait les exceptions appliquées.

Deux (2) plaintes ont été fermées lors de la période de référence. Le tableau 1 montre une ventilation des raisons et des résultats des plaintes complétées en 2016-2017.

Tableau 1

Raison de la plainte	Nombre de décision	Résultat d'enquête					
		Bien fondée, résolue sans recommandations	Bien fondée, avec recommandations - résolue	Bien fondée, avec recommandations – non résolue	Non fondée	Discontinué	réglée
Retard	2	0	0	0	2	0	0
Prorogation	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	0	0	0	2	0	0

Cinq (5) plaintes demeurent en suspens.

Le Ministère révise tous les résultats des enquêtes du Commissariat à la protection de la vie privée et au besoin, incorpore les leçons apprises dans ses processus.

Il n'y a eu aucune recommandation soulevée par d'autres agents du parlement lors de la période de référence.

Vérifications

En 2015-2016, la section de la Vérification et évaluation d'Environnement et Changement climatique Canada a complété la [Revue et analyse comparative de la gestion de la protection des renseignements personnels](#) au sein du Ministère. Les résultats de la revue ont confirmé que les pratiques du Ministère sont conformes avec les autres Ministères qui ont participé dans l'exercice d'analyse comparative.

La revue des politiques sur la protection de la vie privée a confirmé que les politiques requises et les processus pour la gestion des renseignements personnels étaient en place au sein du Ministère. La revue a cerné deux domaines où des améliorations sont possibles : les lignes directrices sur les processus relatifs à la collecte des numéros d'assurance sociale (NAS) et la surveillance des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP).

Au début de l'exercice 2016-2017, la Division de l'AIPRP a mené d'autres consultations internes et externes relativement à la collection, à l'utilisation et à la communication des numéros d'assurance sociale. La Division de l'AIPRP s'est également assurée que le document d'orientation tenait compte des nouveaux processus déclenchés par la mise en œuvre des applications Phoenix et MesRHGC. Le document d'orientation d'Environnement et Changement climatique Canada sur la collecte, l'utilisation et la communication du NAS a été approuvé à la fin de 2016 et est maintenant accessible à tous les employés.

Requêtes et appels à la Cour fédérale ou à la Cour d'appel fédérale

Au cours de la période de référence 2016-2017, il n'y a pas eu de requête ni d'appel à la Cour fédérale ou à la Cour d'appel fédérale concernant Environnement et Changement climatique Canada en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

ANNEXE A : RAPPORT STATISTIQUE

Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution: Environnement et Changement climatique Canada

Période d'établissement de rapport : 01/04/2016 au 31/03/2017

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	55
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	10
Total	65
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	60
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	5

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	4	1	0	0	0	0	5
Communication partielle	1	5	11	9	4	1	3	34
Exception totale	0	1	3	0	0	0	0	4
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	3	5	0	0	0	0	0	8
Demande abandonnée	8	1	0	0	0	0	0	9
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	12	16	15	9	4	1	3	60

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1) a) (i)	0	23 a)	0
19(1) a)	1	22(1) a) (ii)	0	23 b)	0
19(1) b)	0	22(1) a) (iii)	0	24 a)	0
19(1) c)	0	22(1) b)	4	24 b)	0
19(1) d)	0	22(1) c)	0	25	0
19(1) e)	0	22(2)	0	26	37
19(1) f)	0	22.1	0	27	7
20	0	22.2	0	28	0
21	1	22.3	1		

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1) a)	0	70(1)	0	70(1) d)	0
69(1) b)	0	70(1) a)	0	70(1) e)	0
69.1	0	70(1) b)	0	70(1) f)	0
		70(1) c)	0	70.1	0

2.4 Support des documents communiqués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	5	0	0
Communication partielle	23	11	0
Total	28	11	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
Communication totale	121	115	5
Communication partielle	49840	8824	34
Exception totale	0	0	4
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	9
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0
Total	49961	8939	52

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées
Communication totale	5	115	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	16	442	12	1755	1	132	3	2420	2	4075
Exception totale	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	34	557	12	1755	1	132	3	2420	2	4075

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	1	0	0	0	1
Communication partielle	11	0	2	0	13
Exception totale	0	2	2	0	4
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Infirmée	0	0	0	0	0
Total	12	2	4	0	18

2.6 Présomptions de refus

2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

Nombre de demandes fermées après le délai statutaire	Motif principal			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
13	10	1	1	1

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours de retard	délai n'a pas été prorogé	délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	1	1	2
31 à 60 jours	0	3	3
61 à 120 jours	0	4	4
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	2	2
Plus de 365 jours	0	2	2
Total	1	12	13

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

PARTIE 4 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

PARTIE 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	15a) (i) Entrave au fonctionnement	15a) (ii) Consultation		15b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	29	0	0	0
Exception totale	3	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	1	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	33	0	0	0

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a) (i) Entrave au fonctionnement	15a) (ii) Consultation		15b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autres	
1 à 15 jours	0	0	0	0
16 à 30 jours	33	0	0	0
Total	33	0	0	0

PARTIE 6 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	12	1084	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	12	1084	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	11	1084	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	1	0	0	0

6.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	2	1	0	0	0	0	3
Communication partielle	4	3	1	0	0	0	0	8
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	4	5	2	0	0	0	0	11

6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 7 - Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

7.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées	Nombre de demandes	Pages consultées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 8 - Plaintes et enquêtes

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
6	5	1	0	12

PARTIE 9 - Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)

Nombre d'ÉFVP terminées	0
-------------------------	---

PARTIE 10 - Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels**10.1 Coûts**

Dépenses		Montant
Salaires		\$128,360
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$68,000
- Contrats de services professionnels		\$68,000
- Autres		\$0
Total		\$196,360

10.2 Ressources humaines

Ressources	activités liées à la protection des
Employés à temps plein	1.20
Employés à temps partiel et occasionnels	0.25
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.50
Étudiants	0.00
Total	1.95

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

ANNEXE B : ARRÊTÉ SUR LA DÉLÉGATION



Environnement et
Changement climatique Canada

Environment and
Climate Change Canada

Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, la ministre de l'Environnement délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions et les obligations dont elle est, en qualité de responsable d'Environnement Canada, investie par les dispositions de la Loi et du règlement connexe mentionnées en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule tous les arrêtés sur la délégation précédents.

Poste	Annexe	
	<i>Loi sur l'accès à l'information et règlements</i>	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements</i>
Sous-ministre de l'Environnement	Autorité absolue	Autorité absolue
Sous-ministre délégué de l'Environnement	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur général, Secrétariat ministériel	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Autorité absolue	Autorité absolue
Gestionnaire, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Autorité absolue	Autorité absolue
Chef d'équipe, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	7(a), 8, 9, 11 JAN 11 2017	15

Fait à la Ville de Gatineau, au Québec, ce jour de 2017

Catherine McKenna
Ministre de l'Environnement et Changement Climatique Canada

Canada